

Proposition de Communication

Corruption et Dépenses Publiques

Briki Saber (fseg Tunis).
Email : granabacbac@yahoo.fr.
Dirigé par Mr Boulila Ghazi.

Résumé :

La corruption est généralement attribuée à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Elle est donc une caractéristique importante du secteur public. Ce problème peut prendre deux aspects à savoir ; la corruption bureaucratique et la corruption politique. Ces deux types de corruption peuvent coexister et toucher tous les niveaux de l'économie. la corruption entraîne des distorsions au niveau de l'allocation des ressources. Elle rend l'activité économique moins efficace et cause des obstacles . Elle est aussi à l'origine de mauvaises prestations des services publics de base comme les services d'éducation et de santé publique.

Dans le cadre de ce travail, nous avons essayé d'étudier les effets de la corruption sur la provision des services publics d'éducation et de la santé. En partant du fait que les services sociaux sont souvent caractérisés par des défaillances au niveau du marché, et que pour corriger ces défaillances, l'Etat intervient par la provision, le financement et la régulation de ces services, on constate que la corruption du secteur public peut affecter négativement le niveau d'éducation et la qualité de la santé publique, mesurés par le taux de scolarisation primaire et le taux de mortalité des petits enfants.

Mots clés : corruption ; gouvernement ; recherche de rente ; dépenses publiques.

Introduction

La corruption existe partout dans le monde, dans les pays développés tout comme dans les pays en voie de développement. Ces dernières années, on a vu une croissance importante de l'attention accordée à la corruption, due à une prise de conscience accrue du coût de ce problème dans le monde entier, ainsi qu'aux changements politiques et économiques qui surviennent dans de nombreux pays.

Dans le tiers monde, la corruption correspond à la question de développement. En effet, ces économies pauvres ne sont pas en mesure de supporter le prix de la corruption, qui empêche le développement et minimise les actions des gouvernements dans la lutte contre la pauvreté.

Les pratiques de corruption s'étalent sur un large éventail, allant de la petite corruption par laquelle les dessous-de-table sont exigés avant l'achèvement du processus bureaucratique normal, jusqu'à la corruption sur une grande échelle dans laquelle des sommes considérables d'argent sont données en échange d'un traitement de faveur ou d'un accès préférentiel.

La corruption survient dans les sphères économiques, administratives, et politiques. La corruption s'aggrave dans les pays où les institutions sont faibles, les lois et le respect des règlements ne sont pas rigoureusement observés, l'indépendance et le professionnalisme du secteur public ont perdu de leur rigueur, et la société civile manque de moyens pour amener le public à faire pression.

La corruption peut se définir comme le fait d'abuser de pouvoir public pour en tirer un gain personnel. Dans les pays où la démocratie est bien ancrée, les pratiques corrompues sont plus difficiles et plus risquées pour leurs acteurs.

En outre, la professionnalisation de la fonction publique et l'instauration d'un système d'avancement au mérite peuvent réduire les possibilités de corruption dans le secteur public.

Dans les économies pauvres, le problème se pose au niveau social et sur le plan du développement. La faiblesse de leurs gouvernances et le retard économique dont elles souffrent expliquent bien l'ampleur de la corruption. Elles sont donc plus vulnérables que les autres à ce problème.

La présente étude s'intéresse exclusivement à la corruption des institutions publiques, c'est à dire aux activités illégales qui diminuent l'efficacité économique des pouvoirs publics. Notre travail a deux objectifs : En premier lieu, il énumère un certain nombre de causes et de conséquences possibles de la corruption d'après un examen de recherches théoriques et

empiriques récentes effectuées sur le sujet de la corruption. Deuxièmement, cette étude présente des résultats empiriques sur le degré d'influence de la corruption sur les choix des gouvernements quant à la nature de leurs dépenses¹. En effet, La corruption peut empêcher une bonne répartition des dépenses publiques. Elle peut amener certains responsables gouvernementaux à allouer ces dépenses moins sur la base de l'intérêt général que sur les opportunités d'accaparer des rentes (sous formes de pots-de-vin).

Quant ils ont le choix, les hommes politiques préfèrent ils des projets publics sur lesquels il serait plus facile de percevoir des pots-de-vin, à d'autres projets qui favoriseraient au maximum l'intérêt général?

Leurs activités de influe-t-elles sur la nature des dépenses publiques ?. Est ce que les gouvernements adoptent un comportement prédateur lorsqu'ils décident de la composition des dépenses publiques ?. Les dépenses d'éducation et de la santé publique sont-elles affectées par la corruption ?

¹ Les faits stylisés montrent qu'on peut observer une relation entre le niveau de la corruption et la qualité de provision des dépenses publiques. la question de l'effet de la corruption sur des dépenses publiques est intéressante à étudier car, la majorité des économistes ont montré que le montant et la nature des dépenses publiques réalisées par les gouvernements influent sur les performances économiques. (Les faits suggèrent par exemple qu'un niveau élevé de scolarisation est associé à une croissance plus forte).

I/ Le Problème de Corruption

La corruption est généralement attribuée à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Elle est donc une caractéristique importante du secteur public. Bien que les pratiques de corruption sont très diverses, elles prennent souvent la forme de pots-de-vin.

En outre, le problème de corruption peut prendre deux aspects à savoir ; la corruption bureaucratique (la petite corruption) et la corruption politique (la grande corruption). Ces deux types de corruption peuvent coexister et toucher tous les niveaux de l'économie. Par ailleurs, ce phénomène revêt une dimension internationale importante qui influe sur le volume des transactions internationales ainsi que sur les finalités des aides au développement. En fin, la corruption persiste avec les réformes (aussi bien politiques que économiques) et apparaît sous d'autres formes.

I.1/ Définitions de la Corruption

Il y a eu plusieurs tentatives pour définir la corruption qui est généralement considérée comme un phénomène du secteur public. Mais elle est aussi un fait important dans le secteur privé aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés.

Une définition possible de la corruption du secteur public est celle proposée par Bardhan (1997)² «*L'utilisation des bureaux publics pour des bénéfices privés*».

La supposition de base ici est que les agents publics utilisent leurs fonctions pour ne pas maximiser le bien-être Social, mais ils s'en servent pour satisfaire leur intérêt individuel. C'est le cas par exemple d'un fonctionnaire de douane qui exige le paiement d'un *pot-de-vin* pour permettre à un produit d'entrer dans un pays ayant au paravent le droit.

Une définition alternative proposée par Shleifer et Vishny (1993)³ est : «*la vente par les fonctionnaires du gouvernement des propriétés du gouvernement pour des gains personnels*». le gain personnel représente le bénéfice financier direct accumulé par le fonctionnaire public ou le politicien. Cette définition inclue l'achat des biens publics par le secteur privé, alors que les cas où les biens publics sont distribués pour renforcer l'appui politique ou bien lorsque les choix politiques sont faits de telle sorte qu'on maximise les chances de réélection, ne sont pas considérés comme des formes de corruption. Donc, est

² BARDHAN "Corruption and Development : A Review of Issues" *Journal of Economic Literature*. Vol.XXXV (Septembre 1997).

³ Shleifer et Vishny « corruption » *Quarterly Journal of Economics* , Aout, (1993) ;p 599-617.

considéré comme des actes de corruption, toutes sortes d'abus de pouvoirs que ce soit d'ordre politique, économique ou administrative, à des fins privées.

I.2/ Les Formes de Corruption

Les formes que prend la corruption et les effets qu'elle a sur le fonctionnement de la société varient d'un pays à un autre. Elles sont en fonction de la situation politique, économique et sociale. On trouve, d'un côté, les pays qui sont relativement à l'abri de ce problème et, de l'autre, ceux connaissant une corruption endémique, qui menace de détruire le tissu social et met en causes les systèmes politiques et économiques. Les cas les plus extrêmes sont ceux de cleptocracies institutionnalisées, qui aboutissent à la longue, à l'effondrement de l'État.

Le problème de la corruption se pose lorsque l'individu considère que les bénéfices potentiels (tirés éventuellement de cet acte) valent bien le risque de se faire prendre et d'être sanctionné. La corruption prend souvent, la forme d'un pot-de-vin, et elle peut également impliquer un vol ou une fraude. Il existe en outre toutes sortes de pratiques qui sont considérées comme des actes de corruption (par exemple, les exonérations sélectives de droits de douane, l'attribution de licences d'importation ou d'exportation de façon non concurrentielle ou la nomination de personnes à certains postes sur la base des relations et non pas au mérite), parce qu'elles reviennent à abuser d'un pouvoir public pour des fins privées.

Les pratiques de corruption ont tendance à se multiplier lorsque :

- L'État intervient beaucoup dans l'économie.
- Les systèmes de gestion administrative sont relativement faibles.
- La politique et l'économie offrent peu de champ à la concurrence.
- Les institutions tant de l'État que de la société sont peu développées.

Dans certains pays pauvres, la corruption est devenue un problème endémique, qui affecte tous les aspects de l'existence. À un tel degré, la corruption se traduit par une dégradation de l'État de droit et une perte de légitimité du gouvernement. Elle fausse l'usage normal des relations, et entraîne une personnalisation accrue du pouvoir. Dans ces conditions, les dimensions politiques et bureaucratiques du problème se renforcent mutuellement et engendrent des coalitions de groupes d'intérêts qui exproprient la richesse de la collectivité.

I.3/ Les Types de Corruption

On peut distinguer deux sortes de corruption : celle des agents publics qui profitent de leurs postes pour s'enrichir au détriment d'un centre ; celle des hommes politiques, qui atteint le comportement du centre lui-même, et les relations entre le pouvoir politique et les électeurs. La première modalité de corruption constitue un cas particulier de la relation principal / agent et se résout par des mécanismes de contrôle et de pénalité. Il s'agit pour le principal d'obtenir de l'agent la pleine réalisation de sa mission et ce quelle que soit l'observabilité de ces actes. La deuxième modalité de la corruption à savoir La corruption politique renvoie à un problème de contrôle du contrôleur (il n'y a pas d'institutions hiérarchiques supérieures au sommet de l'Etat)⁴.

I.3.1/ La Corruption Politique

La corruption des milieux politiques est quelque chose de très courant dans bon nombre de pays, y compris les économies développées. Comme les autres types de comportements frauduleux, celle-ci recouvre des pratiques très diverses, qui vont de l'achat d'appuis politiques à l'octroi de faveurs et de facilités d'accès à des alliés politiques.

Ce type de corruption est lié à l'accès au pouvoir ainsi qu'au contrôle et à l'exercice de ce pouvoir. ce problème a tendance à s'affaiblir dans les économies où le jeu politique est intégré dans un cadre démocratique. Car un élu corrompu peut être désavoué par ses électeurs ou perdre l'appui de son parti, dont il compromet la réputation.

Les systèmes politiques ouverts, les débats parlementaires sur les politiques suivies et l'accès à l'information par les citoyens peuvent contribuer à englober la corruption en mettant à jour les pratiques frauduleuses.

Les cas de corruption des milieux politiques dont il est souvent rendu compte dans les pays développés sont le signe du bon fonctionnement des institutions et des systèmes en place, car ils mettent en évidence de telles pratiques. Les cas de corruption politique les plus courants concernent :

- Le financement des campagnes électorales.
- L'attribution de marchés publics sur la base d'appuis ou d'affiliations politiques.

⁴ B.Ventelou« corruption in a model of growth :political repudiation, competition and shocks » public choices vol 16 (2002).

- Les contributions à des campagnes électorales dans l'espoir d'en tirer des avantages ultérieurs sous forme de nominations ou d'accès au pouvoir.
- L'usage d'une fonction politique pour prélever des dessous-de-table et autres paiements illicites.
- Le recours au clientélisme comme base de désignation à de hautes fonctions.

Malgré les efforts considérables pour limiter la fraude, les élections demeurent, un domaine dans lequel la corruption des milieux politiques peut se manifester sous des formes explicites ou implicites, et les fonctions et privilèges parlementaires peuvent aisément faire l'objet d'abus.

Dans certains pays, la ligne de démarcation entre biens et ressources publics et privés est devenue floue.

La corruption des milieux politiques est dommageable à double titre, du fait qu'elle concerne des personnes qui exercent de hautes responsabilités et parce qu'elle renforce les autres formes de corruption. En outre, une corruption généralisée à l'échelon politique finit à long terme par saper la confiance des individus dans l'État en tant qu'institution.

I.3.2/ La Corruption Bureaucratique

La corruption au sein de l'administration peut intervenir sur une grande échelle . par exemple lors de :

- La privatisation d'entreprises publiques.
- L'exécution de projets de travaux publics ou de l'attribution de grands marchés publics.

Elle peut intervenir aussi sur une petite échelle, lorsque des transactions ordinaires ne peuvent être conclues sans paiement d'un dessous-de-table. Elle peut prendre la forme de pots-de-vin versés dans le but :

- D'obtenir des marchés, des informations ou, d'accéder à des avantages .
- D'éviter le paiement des impôts, des droits de douane et autres prélèvements.
- D'obtenir des permis ou des licences.
- D'influencer la conclusion de dossiers juridiques ou administratifs.
- D'accélérer ou de ralentir les processus bureaucratiques.

Elle peut aussi donner lieu à des vols, comme dans les cas où des recettes et ressources de l'État sont volées, des salaires et commissions prélevés pour des travaux non réalisés, et des impôts et droits légitimes perçus mais non transmis.

La petite corruption peut être ponctuelle et non organisée, dans le cas de paiements demandés par des fonctionnaires à titre individuel, ou bien organisée de manière hiérarchique. Comme les autres formes de corruption, elle tend à se maintenir.

Dans beaucoup de pays sous développés, la recherche de rente de la part de fonctionnaires est souvent la conséquence de niveaux de salaires extrêmement bas, et le problème est aggravé par la compression des échelles de salaires et le niveau limité des possibilités d'avancement. Mais la corruption de l'administration recouvre un ensemble de facteurs plus complexes, et tant d'éléments infirment l'hypothèse selon laquelle elle prendrait fin si les traitements du secteur public augmentent sans que d'autres mesures soient également mises en place. De plus, si la pauvreté peut expliquer en partie l'existence d'une petite corruption et de vols aux échelons inférieurs, elle ne saurait excuser la corruption administrative à grande échelle et aux échelons supérieurs. Tant que des mesures ne seront pas prises pour lutter contre ce dernier type de problème, on aura du mal à réduire la corruption aux échelons inférieurs⁵.

La forme la plus répandue de corruption au sein de l'administration est probablement la nomination ou la promotion de personnes sur la base des relations, et non pas au mérite. Ce phénomène qui est largement répandu dans les pays sous développés, constitue un facteur d'inefficacité car il nuit au professionnalisme de la fonction publique. Mais l'aspect le plus dommageable est qu'à long terme, cette corruption se perpétue. elle finie par être ancrée dans les institutions.

Lorsque le problème est généralisé (la corruption à grande échelle grâce à laquelle les hauts responsables gouvernementaux accumulent d'énormes fortunes coexiste avec une petite corruption qui voit les fonctionnaires à tous les échelons demander de se faire payer pour effectuer des tâches ou fournir des services qui entrent dans le cadre normal de leurs activités), L'individu moyen finit par voir ce problème (avec les gaspillages et les distorsions qu'elle entraîne) comme un état de fait inévitable. À long terme, on assiste à un dysfonctionnement du secteur public, à une inefficacité progressive du système juridique et à une perte de légitimité de l'État en tant qu'institution. Cette dégradation de la situation aboutit à ce qu'une proportion croissante d'activités administratives et économiques entre dans le

⁵ Nadeem Ul Haque et Ratna Sahay « Do Government Wage Cuts Close Budget Deficits ;Costs Of Corruption » IMF Staff Paper vol 43 International Monetary Fund 1996.

domaine dit « informel », contribuant ainsi à élargir le fossé entre le gouvernement et l'individu⁶.

La corruption des milieux politiques et celle de l'administration, quand elles coexistent, elles se renforcent mutuellement et deviennent plus dommageables. Comme c'est généralement le cas dans les pays qui n'ont pas de forts contre-pouvoirs à l'échelon des institutions et de la société civile, où les élites de la politique, de l'administration et du secteur privé entretiennent des liens très étroits et où le contrôle des ressources publiques et la politique sont indissociables.

I.4/ Dimensions Internationales de la Corruption

Les dimensions internationales de la corruption recouvrent aussi bien l'usage de pratiques frauduleuses dans le cadre des transactions commerciales entre pays que les détournements de fonds accordés au titre de l'aide publique au développement.

Dans le cadre des transactions internationales, la corruption peut aussi prendre la forme de pressions politiques pour l'achat de matériel ou l'attribution de marchés ou encore la manipulation de la formation des lois (*state capture*) pour en tirer profit. C'est à dire qu'il y a des grandes entreprises internationales qui profitent de leurs pouvoirs et exercent des pressions sur des hommes politiques des pays pauvres pour exproprier la richesse de la population.

En effet, les compagnies internationales sont souvent impliquées dans des cas de corruption. Le recours à des pratiques déloyales dans le cadre des transactions internationales, en particulier les marchés de travaux publics, est une source majeure de grande corruption. Ces pratiques vont du vol et de la fraude, au paiement de pots-de-vin pour l'obtention de marchés ou d'informations, en passant par les paiements additionnels, la sous-facturation, la perception de commissions excessives et les paiements à des agents ou des intermédiaires. Elles peuvent aussi consister à gonfler artificiellement le montant d'un marché, à fournir des biens et équipements de qualité inférieure et à facturer des services non rendus⁷.

La corruption peut encore exister dans le contexte de l'aide publique au développement. Le plus souvent, cette forme recouvre des irrégularités de gestion ou des

⁶ J.Graf.Lambsdorff. "How corruption in government affects public welfare- a review of theories». center for globalization and europeanization of the economy. www.transparency.org.

⁷ Daniel Kaufman (2000) « Seize the State, seize the day: state capture, corruption and influence in transition » world bank WP n°3614 .

détournements de fonds qui ne sont pas détectés en raison de l'absence de moyens de contrôle adaptés et du manque de respect des mesures visant à promouvoir la responsabilisation et la transparence. Elle peut aboutir à ce que des projets de développement soient mal exécutés, des fonds ou des produits n'atteignent pas ceux qui sont censés en bénéficier, et des services ne soient pas assurés. Dans certains cas, l'aide au développement a continué d'être fournie (pour des raisons politiques) même lorsqu'il était évident que les fonds étaient détournés ou mal gérés, et dans des cas extrêmes, l'aide internationale a permis à des dirigeants corrompus de rester au pouvoir bien après que leur légitimité eut pris fin⁸.

Les cas de corruption contaminant l'utilisation des fonds accordés au titre de l'aide au développement ont affaibli l'utilité de ces fonds, et contribué à réduire le courant en faveur de l'aide, que ce soit dans les pays donateurs ou dans les pays bénéficiaires. Ils ont, en plus, réduit la crédibilité de l'aide publique au développement.

I.5/ Corruption et Transition

Une question qui a retenu l'attention ces dernières années, est celle des processus de transition politique et économique, et de l'aggravation de la corruption qu'ils sont susceptibles d'engendrer à titre d'effets secondaires.

Actuellement, de nombreux économies tiers modistes sont en transition, allant de politiques monopartites et d'économie dirigées, vers le pluralisme politique et des économie de marché. Dans les systèmes antérieurs, le problème de la corruption réside dans une intervention extensive gouvernementale dans l'économie et une réglementation de la vie publique. Les effets négatif de la corruption étaient sans aucun doute parmi les facteurs qui ont conduit, dans la plupart des cas, à l'effondrement de plusieurs Etat (l'ex-bloc URSS). Une fois établis, les systèmes politiques démocratiques et les économies libres, constituent les meilleures possibilités de contrôle de la corruption. Cependant, dans les périodes de transition, on peut assister à la multiplication des occasions de corruption(surtout lorsque les reformes sont male établies), profitant des libertés issues de la libéralisation politique et qui rendent la corruption encore plus évidente.

En effet Les réformes politiques et économiques peuvent créer des conditions favorables à une augmentation de la corruption. Mais à long terme, si elles sont appliquées

⁸ Alesina et Weder (1999), "do corrupt government receive less foreign aids ?" NBER WP n° 7108.

efficacement, favoriseront une concurrence accrue, en établissant des limites au pouvoir exécutif et en encourageant la participation de la population à la prise de décisions.

Dans plusieurs économies, les incertitudes engendrées par une transition politique et économique peuvent se traduire, à court terme, par une augmentation de la corruption. Dans une large mesure, ceux qui sont menacés par les réformes peuvent chercher à maximiser leurs avantages pendant qu'ils sont en mesure de le faire. De plus, au moment où les anciens modes de contrôle disparaissent sans être remplacés par de nouvelles méthodes au niveau institutionnel, les possibilités de rente et de corruption peuvent s'accroître. Enfin, la corruption peut être plus visible du fait des réformes, l'ouverture de la société au plan politique et la liberté accrue ainsi procurée à la presse et aux organisations de la société civile faisant apparaître de nouveaux cas de corruption.

Par ailleurs, en l'absence de systèmes administratifs transparents et responsables et de respect de l'Etat de droit, des individus corrompus sauront tirer parti de certains processus tels que les privatisations ou le désengagement de l'État. ces processus peuvent être manipulés de manière à procurer des avantages ou un accès privilégié à des groupes donnés. L'expérience faite par les économies en transition à cet égard est particulièrement révélatrice, et montre à quel point il importe de s'attaquer aux problèmes de gouvernance aux tout premiers stades des réformes tant politiques qu'économiques⁹.

II/ Aperçu Théorique

Cette section passera en revue les causes théoriques et les conséquences de la corruption sur le bien-être public. Un bref examen des arguments néoclassiques sur la corruption et le bien-être sera présenté. selon Le modèle du principal-agent qui fournit une meilleure approche pour analyser le problème de la corruption. cette approche considère que Les pertes du bien être public résultent du control limité et des abus des principaux.

La corruption contraint l'espace contractuel et empêche les agents à se livrer aux rapports d'affaires honnêtes pour servir l'intérêt public. Le principal peut même faire partie du

⁹ Rose Ackerman « corruption and good governance »,UNDP ?1997a.

problème s' il devient lui même corrompu. En effet un gouvernement corrompu crée des inefficacités allocatives, empêche la réalisation efficace des politiques économiques , et ouvre la porte à l'opportunisme. On conclura que selon le rôle du gouvernement, les effets néfastes de la corruption sur le bien-être peuvent être différents .

Par ailleurs, la corruption constitue une modalité particulière de recherche de rente. Elle cause une perte sèche supportée par la société a cause des gaspillage des ressources publiques qui résultent. Enfin, la structure du marché et l'organisation de la corruption modifient les conséquences de ce problème sur le bien-être.

II.1/ Les causes de Corruption

L'acte de corruption implique souvent deux agents qui négocient un certain accord dans une structure institutionnelle bien définie pour réaliser une transaction quelconque. Généralement, le problème de la corruption est attribué à l'intervention de l'Etat dans l'économie, car l'intervention publique génère un volume important de rentes qui font l'objet de captation par les fonctionnaires publics.

II.1.1/ Les modèles d'agence

Les recherches micro-économiques sur les causes de la corruption s'appuient sur les apports de l'économie de l'information et des modèles d'agence¹⁰.

Partant du constat que tous les acteurs ne possèdent pas le même stock d'information dans leurs échanges et que les actes et leurs effets sont difficilement observables et quantifiables (par exemple la réalisation d'un programme électoral, les coûts de construction d'un hôpital ou d'une université), l'économie de l'information et de l'aléa moral étudie les possibilités de comportements déviants sur les marchés et dans les administrations. Ces recherches analysent dans un second temps les mesures permettant de réduire ces comportements déviants à moindre coût¹¹.

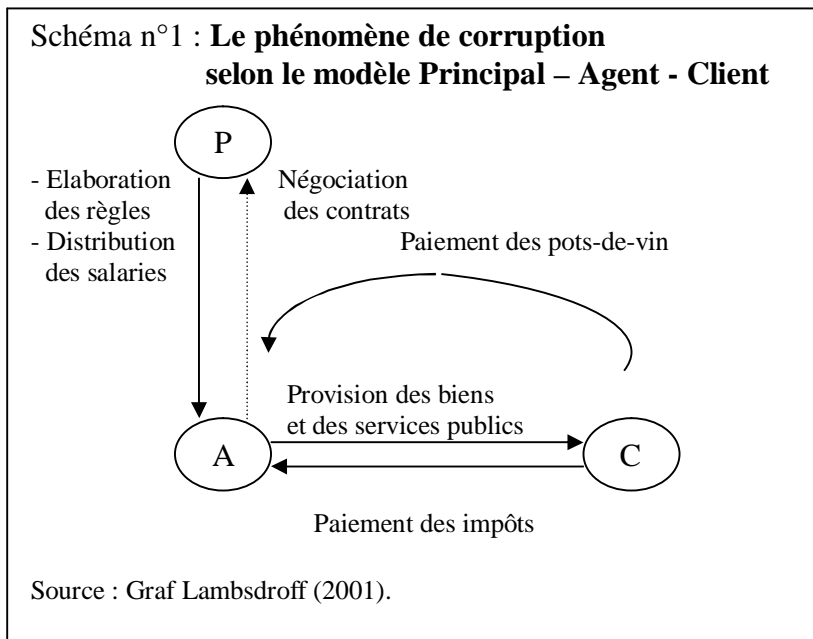
Les causes de la corruption tiendraient aux comportements opportunistes d'agents rationnels qui s'accorderaient sur le marché de la corruption. La possibilité du phénomène tient alors aux divergences d'intérêts qui existent entre les mandataires et leurs mandants et au

¹⁰ Le modèle principal-agent constitue une composante essentielle de la théorie des contrats qui décrit une situation où deux individus ont intérêt à collaborer entre eux.

¹¹ Jean Cartier-Bresson, « les analyses économiques des causes et des conséquences de la corruption :quelques enseignements pour les PED »,Monde en développement 1998 Tome26.

fait que l'asymétrie d'information en faveur des mandataires leur laisse une forte marge de manœuvre discrétionnaire dans leurs comportements¹².

Cette approche a modélisé le comportement des agents de secteur public. le modèle est généralement développé comme l'indique le schéma 1.



Le principal (P) crée des règles qui sont appliquées par l'agent (A), celles-ci sont prévues pour régler l'échange avec le client (C). Un tel échange se relie au paiement des impôts et des tarifs douaniers, de la fourniture de services et de permis, ou d'attribuer des contrats. Toute chose égale par ailleurs, Ce cadre est alors employé pour déterminer un système de régulation optimale.

Cependant, Un conflit d'intérêts apparaît entre le principal et l'agent. le principal n'est pas informé de l'effort employé par l'agent dans l'application de ces règles (l'effort n'est pas observable par le principal). L'agent peut cacher l'information au principal après que le contrat soit négocié. Le principal fait face ainsi à des problèmes de sélection adverse ou d'aléas morale. Une solution possible pour résoudre ce problème d'asymétrie d'information est que le principal paye "une rente d'information" à l'agent qui lui réclame par la suite le résiduel de l'opération. cette rente incite le bureaucrate à révéler l'information cachée¹³.

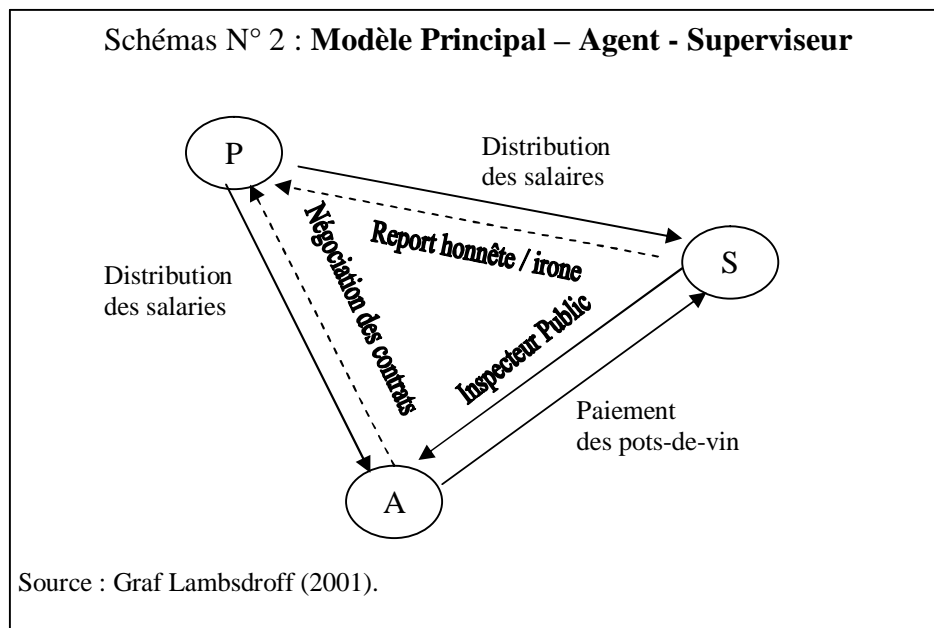
¹² Bardhan (1997), « corruption and development : A Review of issues », Journal of economic literature, vol 35.

¹³ How Corruption in Government Affects Public Welfare— A Review of Theories

Une autre caractéristique cruciale de la corruption peut être vue dans le rapport des agents avec des tiers. Un client ajoute une autre dimension à l'approche du principal-agent. La corruption peut avoir lieu quand un agent enfreint les règles établies par le directeur en s'entendant avec le client. Le but d'un dessous de table est de dissocier la fidélité entre l'agent et le principal et d'amener l'agent à violer les règles en faveur du client. C'est ce type de connivence entre le client et l'agent qui crée la corruption du secteur public.

Une autre variante du modèle principal d'agent se présente quand un superviseur qui est censé surveiller l'agent et rapporter sincèrement l'information réelle au principal, ce qui peut limiter les asymétries informationnelles subies par le principal. Mais si un surveillant peut s'entendre avec l'agent, il peut être incité à altérer son rapport.

la déformation des clauses des contrat est donc une conséquence effective des rapports d'affaires corrompues¹⁴.



Même avec l'introduction d'un superviseur pour contrôler les actions de l'agent, ce dernier peut le corrompre (Schéma n° 2). Les dessous de table contribuent à l'inefficacité du secteur public et augmente les problèmes d'asymétries informationnelles.

le niveau global de la corruption apparaît donc comme *endogène* au modèle, et varie avec des mesures prises par le principal.

¹⁴ Bardhan (1997), op cit.

La réduction de la corruption est généralement coûteuse à réaliser et à entreprendre. Les coûts peuvent résulter de la détection et de la punition¹⁵. L'asymétrie de l'information entre les fonctionnaires publics et les agents privés associée avec la multiplicité des règles et leurs changements fréquents rend souvent impossible ou très coûteux de contrôler les actes de corruption.

II.1.2/ Corruption et Recherche de Rente

L'approche positive de l'Etat admet explicitement que les fonctionnaires publics sont des chercheurs de rente. Ils abusent de leurs fonctions pour maximiser leurs propres intérêts au détriment de l'intérêt général. Cette approche permet de mieux comprendre le fonctionnement effectif du secteur public à travers l'intégration des facteurs politiques et sociaux dans l'analyse économique.

C'est dans cette perspective renouvelée que s'est développée la théorie de recherche de rente¹⁶. Elle est le produit logique de la reconnaissance de la perméabilité de l'Etat à des pressions de différentes natures. Ces pressions peuvent notamment s'exercer au moyen de pots-de-vin versés aux acteurs du secteur public. La corruption apparaît alors comme une forme particulière de recherche de rente¹⁷.

L'Etat acteur principal du secteur public est donc placé au cœur de l'analyse et l'accent est mis sur l'efficacité économique de l'intervention publique.

La théorie de recherche de rente s'est construite sur l'intuition que : L'intervention publique donne l'occasion de capter des transferts de richesses collectives. On peut ainsi distinguer deux niveaux de recherche de rente en «*amont*» et en «*aval*» de la décision publique. La recherche de rente menée en amont qu'on qualifiera de recherche de rente primaire vise à faire de telle sorte qu'une mesure particulière, qui a des conséquences redistributives favorables, soit prise. Alors que la recherche de rente en «*aval*» dite aussi

¹⁵ Klitgaard R. (1988), « controlling corruption », university of California press.

¹⁶ La théorie de la recherche de rente décrit l'ensemble des activités menées dans le but de bénéficier d'une redistribution de la riche collective. Ces activités ne sont pas directement productives du fait qu'elles sont sous forme de transfert de richesse. L'expression de Recherche de Rente ou rent-seeking a été introduite par Tullock (1967). Bhagwati(1982) a aussi utilisé l'expression *DUP (Directly improductive profit-Seeking)* pour désigner ces activités.

¹⁷ Vornrtti. P. « recherche de rente, efficacité économique et stabilité politique », monde en développement 1998, Tome 26.

secondaire consiste à essayer d'être parmi les bénéficiaires d'une action publique donnée. La recherche de rente primaire provoque l'intervention de l'Etat, alors que la recherche de rente secondaire en résulte¹⁸.

l'exemple type de recherche de rente primaire est celui d'une entreprise qui fait pression sur les pouvoirs publics de manière à avoir un droit de monopole pour sa production (L'instauration de quota d'importation ou de taxes douanières relèvent d'une recherche de rente primaire).

Les chercheurs de rente disposent de moyens de pression dont la corruption constitue un mode de recherche de rente primaire surtout dans les pays en développement à cause des problèmes de gouvernance que connaissent ces derniers.

La corruption est également un moyen de recherche de rente secondaire. L'exemple type de recherche de rente induite par l'existence de quota d'importation étudié par Krueger (1974) montre que la détention d'une licence d'importation donne droit à une partie de la rente totale générée par le contingentement. Le versement de pot-de-vin aux fonctionnaires chargés d'attribuer les licences peut être un moyen de capter les rentes correspondantes¹⁹.

Le paradigme de recherche de rente s'est construit sur une sorte de loi selon laquelle, là où il y a une rente, potentielle ou effective, il y aura des individus qui dépenseront des ressources pour tenter de la capter. Ces dépenses de recherche de rente ont une valeur sociale négative dans le sens où elles constituent un gaspillage de point de vue social car elles induisent effectivement un gaspillage des ressources disponibles. Alors, elles sont forcément nuisible à la croissance. (ce sont les dépenses de corruption sous forme de pot-de-vin, qui génèrent une perte sèche pour la Société à cause du gaspillage des ressources publiques disponibles).

II.2/ Les Conséquences de Corruption

la corruption entraîne des distorsions au niveau de l'allocation des ressources. Elle rend l'activité économique moins efficace et cause des obstacles . en outre, le problème de la

¹⁸ Vornrtti. P. « recherche de rente, efficacité économique et stabilité politique », monde en développement 1998, Tome 26.

¹⁹ Krueger. Anne (1 974) « the political economy of the rent-seeking society », American economic review.

corruption affecte le rôle redistributif de l'Etat. Elle réduit l'activité économique a cause des obstacles qu'elle génère et en particulier l'investissement.

Cependant, il est intéressant de voir d'abord, comment la corruption peut-elle améliorer l'efficacité allocative dans l'économie.

II.2.1/ Les Effets Positifs de Corruption

Théoriquement, la corruption peut avoir un aspect positif. Si elle peut éviter et réduire les règlements rigides des procédures administratives rigides et excessives (lourdeur bureaucratique et rigidité des procédures administratives). Ceci suppose que l'acte de corruption est prévisible dans le sens où les agents économiques qui veulent éviter les règles rigides, savent et aillent confiance qu'un paiement de pot-de-vin leur garantit la réalisation de la transaction économique. C'est à dire que le fonctionnaire public corrompu tient sa promesse et accomplit la transaction et qu'aucun autre fonctionnaire ne semblera faire des obstacles dans l'achèvement de la transaction économique. Ainsi dans le système de corruption prévisible, ce problème peut être moins destructeur de l'efficacité économique.

Cependant, les fonctionnaires corrompus pourraient, au lieu d'accélérer le déroulement des procédures bureaucratiques, ils causent réellement des retards administratifs afin d'extraire plus de dessous de table.

la corruption est considérée par certains comme un mécanisme de négociation coasienne où le fonctionnaire qui contrôle des droits de propriété et l'agent privé cherchent et trouvent une solution efficiente (Boycko, Shleifer, Vischny, 1995). L'acte, sur le marché de la corruption, n'impliquera aucun problème d'efficience si le contrat est offert à la firme qui possède les coûts les plus faibles, qui soit capable d'offrir le pot-de-vin le plus important²⁰.

Le fait que ce dernier soit approprié par le fonctionnaire au lieu d'être légalement transmis au Trésor n'affecte pas l'efficience allocative. Toute fois cet acte affecte l'efficacité redistributive de l'Etat.

²⁰ Boycko, Shleifer and Vischny,(1995), "privatizing Russia". MIT Press.

II.2.2/ Les Effets Négatifs de Corruption

la corruption détourne des ressources publiques limitées, elle sape le progrès économique et elle entrave les réformes nécessaires au développement. Bien que difficiles à quantifier, ses coûts et ses conséquences sont nombreux et variés. Si ses coûts directs risquent d'être élevés (pertes de recettes, détournements de fonds), ses coûts indirects (distorsions économiques, facteurs d'inefficacité, gaspillage) accentuent davantage le problème à long terme, et sont plus difficiles à réduire.

La corruption déforme le rôle allocatif de l'Etat. parce qu'elle affecte la structure des dépenses publiques en faveur des programmes facilitant le prélèvement de pots-de-vin, et les « éléphants blancs ». ces projets inadaptés et jamais aboutis, se multiplieront Dans les grandes transactions internationales et l'achat de matériel de haute technologie «sur mesure »²¹.

En plus, la corruption affecte le rôle redistributif de l'Etat. car elle peut encourager les dépenses publiques improductives et déformer leur structure .L'effet négatif de la corruption sur la finance publique se solde par une augmentation du déficit fiscal en réduisant en même temps l'efficacité des dépenses publiques en plus de la diminution de la disposition du gouvernement à poursuivre ses fonctions de bases.

Dans les systèmes où la recherche de rentes offre de meilleures opportunités de gains que les secteurs productifs, l'allocation des talents connaîtra une inflexion et les membres de l'élite se tourneront vers des activités non productrices déterminant ainsi une réduction du surplus social et de la croissance²². Francis.T. Lui (1996) montre comment les connexions sociales indispensables pour les affaires sont soit issues d'un héritage familial (capital social), soit construites grâce à un investissement en capital politique. Si l'entrée sur ce marché est libre, nous assisterons à un surinvestissement, et si les élites en place monopolisent ce marché, moins de ressources seront gaspillées²³.

La corruption affecte et altère la nature des relation entre les fonctionnaires de l'Etat et les acteurs du secteur privé. Par le paiement de dessous de table, quelques individus réussissent à obtenir des traitements favorable dans leurs activités économiques de la part des

²¹ Vito Tanzi and Hamid Davoodi, « corruption public investment and growth ». IMF Working Paper n° 139 (1997).

²² Murphy et al (1991) « the allocation of talents : implications for growth », *Quarterly Journal of Economics*.

²³ Lui F.T. (1996) « three aspects of corruption », *contemporary economic policy*.

fonctionnaires publics. Un tel traitement peut donner la faveur, à ceux qui ne sont pas compétitifs, d'obtenir des transactions économiques. Les actes de corruption peuvent être menés, soit par des agents privés, soit par des agents publics. Ces derniers peuvent offrir des traitements spéciaux en échange des pots-de-vin, ou d'autres faveurs. Ainsi la corruption peut affecter la structure compétitive des marchés en accordant des avantages compétitifs à des entreprises non compétitives.

La corruption réduit l'efficacité des politiques économiques adoptées par le gouvernement. Une politique économique peut échouer non pas parce qu'elle est non appropriée mais parce qu'elle est appliquée dans un milieu corrompu. La fraude fiscale se traduit par la baisse du revenu d'impôt collecté par l'État. Il y a fraude fiscale lorsque les contribuables modifient leurs déclarations pour réduire leurs paiements fiscaux.

Parmi les conséquences de la corruption figurent les projets irrationnels, qui restent souvent inachevés ou sans suite à cause :

- Du manque des moyens.
- Des pénuries de certains produits et la captation (ou la monopolisation) de certains autres.
- Des travaux de qualité inacceptable, et des gonflements et dépassements de coûts.

La corruption rend l'activité économique plus coûteuse, gaspille les ressources et peut diminuer de façon radicale les recettes de l'État. Elle est aussi à l'origine de mauvaises prestations de services publics de base comme les services d'éducation et de la santé publique. En outre, dans les économies où la corruption est endémique, la pauvreté s'aggrave et le citoyen moyen a du mal à améliorer son existence par ses propres efforts. Ce sont en majorité les pauvres qui subissent le plus les répercussions économiques et sociales de la corruption, non seulement car ils souffrent du manque de services et des déficiences de l'administration, mais aussi parce qu'ils ne sont pas armés pour résister aux exigences des responsables corrompus²⁴.

II.3/ Structure du marché et organisation de la corruption

Les actes de corruption ne débouchent pas sur un même niveau de corruption. Ces différences peuvent s'expliquer selon deux mécanismes. Le premier montre comment il existe

²⁴ World development report (1997), "State in a changing world" the world bank.

pour un état du marché de la corruption des équilibres multiples. Le second explique comment les dispositions d'action et les moyens mobilisables par les agents ne sont pas identiques et déterminent un rapport de force qui aura des conséquences sur la variation du niveau de corruption ou sur le montant des pots-de-vin.

Les modèles à équilibres multiples font l'hypothèse que le gain espéré d'un agent dépend du nombre d'autres agents qu'il pense être corrompus. La corruption représente un exemple de ce que les théoriciens appellent les équilibres dépendant de la fréquence²⁵.

L'augmentation du nombre de fonctionnaires corrompus réduit le coût d'entrée sur le marché de la corruption. des nouveaux entrants mènent à une contagion de l'ensemble de l'administration²⁶. Dans cette logique, si tous les fonctionnaires sont honnêtes, la corruption n'est pas payante ; si tous les fonctionnaires son corrompus, l'honnêteté ne paye pas. Ces deux cas engendrent un équilibre stable. Les situations intermédiaires sont instables et, selon les conditions de départ des administrations vis-à-vis de la corruption, un seul fonctionnaire de plus dans le camp des corrompus, ou des agents honnêtes oriente le marché bureaucratique vers l'honnêteté ou la corruption générale. la contagion rend difficile toute tentative de revenir au niveau inférieur²⁷. La mauvaise réputation collective des générations précédentes n'incite pas les nouvelles générations à être honnêtes. pour rendre crédible une politique anti-corruption, il faut de nombreuses périodes honnêtes²⁸.

Ainsi Murphy, Shleifer et Vishny (1991) montrent que, la réversibilité étant difficile, une amélioration des droits de propriété ne débouche pas rapidement sur les effets escomptés. Ce qui explique la persistance du problème de la corruption au cours des réformes²⁹.

Par ailleurs, plusieurs économistes considèrent que les effets de la corruption dépendent fortement des caractéristiques des transactions et des agents qui les développent Rose-Ackerman (1978), Cartier-Bresson (1995b)³⁰. Les échanges peuvent être organisés et centralisés par des acteurs acceptant une règle du jeu préétablie, ou bien désorganisé

²⁵ Jean Cartier-Bresson, « les analyses économiques des causes et des conséquences de la corruption :quelques enseignements pour les PED »,Monde en développement 1998 Tome26

²⁶ Andvig J.C (1991), "The economics of corruption: a survey" *Study Economics*, avec Moene K, "How corruption may corrupt", *Journal of Economic Behavior and Organization*, 13, 1990, 63-76.

²⁷ Lui F.T. « An equilibrium quing model of bribery" (1985), *Journal of Political Economy*, Vol. 93.

²⁸ Triole J « a theory of collective repudiation », Mimeo (1995).

²⁹ Murhy K., Shleifer A, Vishny R. (1993), "Why is rent-seeking so costly to growth ?", *American Economic Review*.

³⁰ Cartier-Bresson (1995b), « les réseaux de corruption et la stratégie des trois S.Sleep, Silence, Smille », édition universitaire la corruption.

(décentralisés), et caractérisés par des marchandages permanents donnant lieu à des montants de pots-de-vin instables.

De même, les conséquences de la corruption dépendent du degré de prévisibilité des actes, de la stabilité du nombre d'agents qui participent au marché du côté de l'offre et de la demande, de la position sociale des offreurs et des demandeurs, de la nature des relations sociales qu'ils entretiennent en dehors des transactions corrompues. En outre, le fait que les transactions soient régulières ou éparpillées ou encore que le marché soit inclusif ou exclusif, changera les conséquences du phénomène.

Le niveau de la corruption ne dépend donc pas seulement du montant des rentes offertes mais aussi des structures politiques pour ce qui concerne l'offre de corruption (demande de pots-de-vin) et des structures de marché nationales et internationales pour ce qui concerne la demande de corruption (l'offre de pots-de-vin).

Dans les systèmes cleptocratiques, le corrompu dispose d'une position de pouvoir sur le marché de la corruption, il est donc faiseur de prix³¹. Le prix du pot-de-vin et la quantité des transactions corrompues augmentent. Ce cas est fréquent, soit parce que la société civile ou le secteur privé est faible (absence ou faiblesse des droits de propriété), soit parce que le pouvoir politique étant fortement fractionné (entre régions, ethnies, ou partis politiques). Cette situation de prédation conduit aux effets les plus négatifs. A long terme on assiste à l'effondrement de l'Etat. La guerre civile est souvent le stade ultime de ces tensions.

Les rapports de force ne dépendent pas que du nombre d'acteurs ou de leur pouvoir financier, mais aussi de leur pouvoir politique, de l'efficacité de leur organisation et de leur possibilité d'unir leurs stratégies, avec celles d'autres groupes de pression.

Shleifer et Vishny (1993) montrent que le coût de la corruption est supérieur dans les systèmes politico-administratifs connaissant une corruption désorganisée. Ils traitent le cas où les entrepreneurs font face à des administrations complémentaires pour se procurer des biens publics.

Trois structures administratives sont envisagées. La structure la moins corrompue, selon les auteurs, est celle d'administrations divisées et en concurrence permanente où plusieurs administrations fournissent le même bien.

³¹ Johnson O.(1975), « An economic analysis of corrupt government, with special application to less developed countries ». *Kyklos*, vol 28.

Le marché contestable illégal des droits de propriété publique poussera le prix du pot-de-vin vers zéro. La seconde structure administrative (le monopole collectif) permet une collusion entre les fonctionnaires des diverses administrations (corruption centralisée). Ceux-ci maximisent les revenus totaux de la corruption pour un pots-de-vin unitaire inférieur à celui du troisième cas. Dans ce dernier cas, les fonctionnaires agissent comme des monopoles indépendants (corruption décentralisée), et comme chaque fonctionnaire ignore les externalités qu'il impose en récoltant le pot-de-vin, la demande pour les diverses autorisations baissera et le revenu total de la corruption déclinera. Même si le montant unitaire des pots-de-vin est supérieur à celui du deuxième cas.

La collusion maximise ainsi les revenus pour les fonctionnaires et profite aux hommes d'affaire qui bénéficient de prix inférieurs³².

III/Aperçu empirique

III.1/ Les causes de Corruption

La corruption peut prendre plusieurs formes et elle peut même être associée à des traditions culturelles. Mais son analyse se concentre généralement sur l'activité du gouvernement.

III.1.1/ Les Institutions Publiques:

En régressant plusieurs mesures de corruption sur des indicateurs de la « *liberté de presse* », Brunetti et Weder (1998b) montrent que « *la liberté de presse* » peut réduire le niveau de la corruption³³.

Les différents indicateurs de « *la liberté de presse* » utilisés par les auteurs sont publiés par « *freedom House* »³⁴ qui sont.

-Les lois et régulations qui influencent le contenu des médias.

³² Shleifer A., Vishny R. (1993), Corruption, Quarterly Journal of Economics, Aout, 599-617.

³³ Brunetti et Weder (1998b) « A Free Press is Bad News for Corruption ». Background Paper for the World Development report; the World Bank

³⁴ Freedom House est un organisme international qui classe les différents pays selon la nature des régimes politiques.

- L'influence politique à travers le contenu des médias .
- L'influence économique à travers le contenu des médias.
- Les actes répressifs.

Brunetti et Weder (1998c)³⁵ étudient l'effet d'ouverture commerciale mesurée par la part des échanges dans le produit intérieur brut et le degré de démocratie, sur le niveau de la corruption pour un ensemble de pays sur des périodes différentes.

Les auteurs trouvent que les pays qui sont relativement ouverts sur l'extérieur (faibles restrictions aux échanges extérieurs) sont caractérisés par un faible niveau de corruption.

III.1.2/ Le Système de Recrutement dans la Fonction Publique:

L'effet du système de recrutement dans la fonction publique sur le niveau de la corruption, a été étudié par Evans et Rauch (1996) dans 35 pays développés³⁶.

Les auteurs trouvent que, lorsque les fonctionnaires publics sont recrutés par ordre de mérite, ceci peut réduire le niveau de la corruption dans ces pays.

Par ailleurs. Rijkheghem et Weder (1997) examinent la relation existante entre le niveau des salaires dans la fonction publique et le degré de la corruption dans un ensemble de 28 pays développés³⁷. Les auteurs trouvent un effet négatif significatif entre le niveau des salaires de la fonction publique et le degré de la corruption. Ainsi, selon les auteurs, lorsqu'on double le niveau du salaire public, l'indice de perception de la corruption de *Transparency International* peut être amélioré par deux points.

Les salaires des fonctionnaires publics, s'ils sont plus faibles que les salaires du secteur privé, peuvent donner lieu à la petite corruption. En effet, lorsque les rémunérations dans la fonction publique sont trop faibles, les fonctionnaires seront obligés d'accepter des pots-de vin afin d'améliorer leurs salaires. Ce phénomène s'accroît, surtout, lorsque le système de sanction (Licenciement, mise à pied....) est peu élevé.

En outre, lors de l'élaboration de son rapport annuel sur le développement dans le monde (1997), La Banque Mondiale a examiné l'effet de l'efficacité du système judiciaire sur le degré de la corruption.

³⁵ Brunetti et Weder (1998c) « Explaining Corruption », University of Saarland and University of Basel.

³⁶ Evans et Rauch (1996) « Bureaucratic Structures and economic performances in less developed countries », Mimeo UC San Diego.

³⁷ Rijkheghem et Weder (1997) "Corruption and the rate of temptation: do low wage in civil services cause corruption?" IMF Working paper n°73.

Ce rapport met l'accent sur quatre variables institutionnelles qui peuvent réduire le niveau de la corruption à savoir :

- L'absence de distorsions dues aux politiques économiques ;
- Un système judiciaire prévisible,
- Le recrutement des fonctionnaires par ordre de mérite;
- L'égalité relative entre les salaires distribués aux fonctionnaires publics, et ceux distribués pour les fonctionnaires occupant le secteur privé.

Dans le même contexte d'idée, Ades et Di Tella (1997) ont cherché à comprendre l'interaction entre le degré d'ouverture Commerciale et l'indépendance du système judiciaire³⁸.

Les auteurs trouvent que la corruption est plus forte dans les économies fermées que dans les économies ouvertes au Commerce International, et que le degré de la corruption est relativement élevé dans les économies, où le système Judiciaire est peu développé ou peu indépendant.

A partir de ces études, on peut conclure que la corruption dépend : En premier lieu, du degré d'intervention de l'Etat dans l'économie, mesuré par la taille du secteur public dans le marché. En 2^{ème} lieu, de la qualité des institutions politiques, mesurée par le degré de démocratie régnant dans l'économie, dans la mesure où un degré relativement élevé de démocratie peut réduire la corruption.

En outre, la corruption dépend de plusieurs facteurs socio-culturels comme la diversité des religions dans les pays.

III.1.3/ Les Déterminants Culturels de la Corruption:

La Porta et Al (1999) montrent que la confiance peut aider à lutter contre la corruption, dans une étude effectuée sur un groupe de 33 pays³⁹. Les auteurs trouvent que la confiance a un effet significatif négatif sur le degré de la corruption.

Par ailleurs, le rôle de la religion, comme un facteur social qui peut agir sur la corruption, est examiné par La Porta, Shleifer et Vishny (1997)⁴⁰.

³⁸ A.Ades et R. Di Tella (1997) « National Champions and Corruption : some Unpleasant Interventionist Arithmetic » *economic journal* vol 107.

³⁹ Le terme confiance représente un aspect particulier du « *capital social* » qui indique le degré d'honnêteté des gens (c'est à dire, est ce qu'on a confiance en une personne avec laquelle on est en relation).

⁴⁰ La Porta, R. , F.Lopez-De-Silanes, A.Shleifer and R..Vishny (1997), « Trust in Large Organization. » *The American Economic Review*, Papers and proceedings ,CXXXVII(2), 333-8.

Les auteurs considèrent, la religion orthodoxe, catholique et Islamique comme des religions particulièrement hiérarchiques, laquelle hiérarchie peut aider à réduire le niveau de la corruption. En effet les auteurs trouvent une corrélation positive entre la part de la population appartenant à ces différentes religions hiérarchiques et la corruption.

En plus, Treisman (1999 a) trouve une forte corrélation entre la religion et le degré de la corruption. L'auteur régresse la corruption sur le pourcentage de la population protestante dans un groupe de 64 pays. Il trouve une forte corrélation négative entre l'indice de corruption et le pourcentage de la population protestante dans le total de la population.

Dans une autre analyse s'intéressant au rôle de la religion dans la corruption, Martin Paldam (2001)⁴¹, en identifiant 11 groupes de religions différentes, il étudie leurs effets sur le degré de la corruption.

L'auteur trouve que dans les pays caractérisés par une grande majorité Chrétienne et tribale, le niveau de la corruption est faible. Par contre un degré élevé de corruption peut être trouvé dans les Sociétés Islamiques, Bouddhistes et Houndous.

Ce résultat peut être critiqué dans la mesure où le Yemen est une société tribale et il est caractérisé par un grand niveau de corruption. L'auteur démontre que les facteurs culturels représentés par différentes religions peuvent avoir un effet significatif sur le niveau de la corruption. Selon l'auteur, deux groupes de religions peuvent réduire la corruption (la religion chrétienne et la religion tribale), alors que les autres types de religions ont tendance à augmenter le niveau de la corruption (la religion Islamique, Bouddhiste et Houndous) !.

III.2/ Les Effets de Corruption:

Il y a plusieurs études empiriques qui ont été effectuées ces dernières années sur la relation (que ce soit directe ou indirecte) entre la corruption et la croissance économique.

La corruption peut affecter la croissance économique via son effet, soit sur l'investissement (privé, public, National ou étranger), soit sur la formation du capital humain (l'allocation des talents), soit sur la composition des dépenses publiques.

III.2.1/ Corruption et Croissance

⁴¹ Martin Paldam (2001) « Corruption and religion, adding to the economic model », *Kyklos* vol.54

La relation corruption- croissance a été examinée par plusieurs économistes dont on peut citer P.Mauro(1995)⁴² , H.Poirson(1998)⁴³ et V.Tanzi e H.Davoudl(1997)⁴⁴.

Pour examiner l'effet de la corruption sur la croissance, P. Mauro analyse une base de données élaborée par BI ⁴⁵ pendant la période (1980-1983) sur un ensemble de pays qui regroupe 70 économies. Cette base de données est formée par des indices de corruption, de bureaucratie (red-tape), d'efficacité du système judiciaire et de degré de stabilité politique. L'objet de son étude est d'identifier les canaux à travers lesquels, la corruption ainsi que d'autres facteurs institutionnels peuvent affecter la croissance économique et de quantifier le degré de ces effets.

L'auteur trouve qu'aussi bien l'indice de corruption que celui de l'efficience bureaucratique sont négativement associés avec le taux de croissance.

Par ailleurs, V.Tanzi et H. Davoodi (2000) ont élaboré une étude dans la quelle, ils ont examiné quelques voix, à travers lesquelles, la corruption peut agir sur la croissance économique⁴⁶. Les auteurs trouvent que Cette même corrélation négative existe aussi, entre l'indice de perception de la corruption et le taux de croissance économique.

Les auteurs montrent que, les pays qui sont caractérisés par un niveau élevé de corruption, ont tendance à avoir de faibles taux de croissance (mesuré par PIB réel /t).

H.Poirson (1998) analyse l'effet de la sécurité économique sur l'investissement privé, dans 53 pays développés, pendant la période (1984-1995)⁴⁷. Cette étude introduit des mesures sur l'investissement, à savoir, le degré d'ouverture commerciale et la corruption comme deux variables explicatives exogènes et constate que la corruption réduit significativement le taux de croissance économique.

III.2.2/ Corruption et Investissement:

⁴² P.Mauro(1995) « corruption and growth » ;Quarterly journal of economics.

⁴³ H.Poirson(1998) « economic security, private investment, and growth in developing countries »,IMF Working Paper n°4.

⁴⁴ V.Tanzi e H.Davoudl(1997) “corruption, public investment and growth” IMF Working paper n°139.

⁴⁵ BI : Business International est un organisme international qui s'intéresse au sujet de la corruption, il fournit des bases de données sur la qualité de la gouvernance dans le monde a but lucratif.

⁴⁶ V.Tanzi et H. Davoodi (2000) « corruption in the public finances » 8th international anti-corruption conférence. www.IACC.org

⁴⁷ H.Poirson (1998) op cit.

Plusieurs études empiriques ont été effectuées pour examiner la corrélation existante entre la corruption et l'investissement dont on cite P. Mauro (1995) qui se base sur des données fournies par la BI. Dans son analyse, l'auteur trouve que la corruption réduit l'investissement privé, et par conséquent la croissance économique⁴⁸.

Cette corrélation négative est statistiquement et économiquement significative. En effet, selon P. Mauro, si un pays comme le Bangladesh peut faire augmenter son indice d'efficacité bureaucratique jusqu'à celui de l'Uruguay, alors son taux d'investissement peut s'améliorer d'environ 5% et son taux de croissance annuel du PIB peut augmenter de 0,5%.

Dans son analyse, l'auteur considère que l'indice de l'efficacité bureaucratique est meilleur que l'indice de corruption lui-même.

L'auteur montre qu'une amélioration dans l'indice de corruption d'un point est associée avec une augmentation de l'investissement d'environ 4% . Ainsi ce résultat ne fournit aucun support empirique sur le fait qu'en présence d'une bureaucratie lourde, la corruption peut être efficace comme avancé par Leff (1964) et Huntington (1968).

L'auteur montre aussi qu'une amélioration d'un point de l'indice de l'efficacité bureaucratique est associée avec une augmentation de l'investissement d'environ 4,75% (l'effet de l'indice de l'efficacité bureaucratique sur l'investissement est important). Donc, d'après P. Mauro, aussi bien l'indice de corruption que l'indice de l'efficacité bureaucratique sont négativement associés avec le taux d'investissement.

Cependant, l'effet de la corruption sur la qualité de l'investissement est ignoré dans le sens où, si une diminution de la corruption peut améliorer la qualité de l'investissement, alors son effet positif sur la croissance économique sera meilleur et plus important.

En effet, dans une étude sur les investissements directs étrangers, S.J.Weï(1997) a démontré qu'une augmentation de 1% dans le niveau des taxes imposées sur les investissements directs étrangers peut diminuer leurs revenus d'environ 3,3%, et qu'une augmentation de l'indice de corruption d'un point, peut réduire les flux des investissements directs étrangers dans un pays d'environ 11% . Ce qui est équivalent à une augmentation dans le niveau des taxes d'environ 3,6%⁴⁹.

Dans la même étude, Wei a démontré que, si le niveau de la corruption d'un pays comme celui de Singapour, augmente jusqu'à celui de Mexique, cette augmentation peut avoir le même effet que celui d'une augmentation du niveau des taxes d'environ (21 % - 25%).

⁴⁸ P. Mauro (1995) op cit.

⁴⁹ S.J.Weï(1997) " How taxing is corruption on international investors" NBER WP n°6030.

Dans la littérature économique, l'augmentation du niveau des investissements directs étrangers peut augmenter la croissance économique par plusieurs canaux comme le transfert technologique, et l'amélioration de la productivité. Ainsi, un niveau élevé d'investissements directs étrangers (par la réduction de corruption) peut améliorer la croissance économique.

Dans une autre étude élaborée par Wei (1997 b), il montre que la prévisibilité de la corruption est aussi un facteur important qui affecte le niveau des investissements directs étrangers⁵⁰. Plus le niveau de la prévisibilité de la corruption est important, plus élevé sera l'effet sur le flux des investissements directs étrangers. Selon Wei (1997) *«l'effet de l'incertitude de la corruption sur les investissements directs étrangers est négatif et statistiquement significatif... une augmentation du niveau de l'incertitude de Singapour jusqu' à celui du Mexique est équivalent à une augmentation du niveaux de taxes des firmes multinationales d'environ 32% »*.

Cette évidence présentée par Wei (1997) a été aussi confirmée par Campos, Lien. Pardhan (1999). Dans cette étude, les auteurs ont essayé d'examiner le paradoxe observé dans les pays de l'Asie de l'Est (*la TI à classé la Chine, le Vietnam, l'indonésie parmi les pays les plus corrompus dans le monde, cependant, ils enregistrent encore des performances économiques fortes et attirent beaucoup de Capital privé étranger* » à savoir l'existence d'une corrélation positive entre un volume des investissements directs étrangers et un degré élevé de corruption⁵¹. Ce qui est inconsistant avec la théorie qui stipule que l'augmentation de la corruption décourage l'investissement et ralentit par la suite, le processus de la croissance économique.

Ainsi, les auteurs montrent que, non seulement le niveau de corruption affecte l'investissement mais aussi sa nature. Les systèmes de corruption qui sont plus prévisibles (idée évoquée par Shleifer et Vishny (1993) pour désigner l'organisations industrielle de la corruption) ont un impact négatif moins élevé sur les investissements directs étrangers que les systèmes qui sont moins prévisibles. En effet, les auteurs observent que dans plusieurs économies Asiatiques, la corruption est très bien organisée. ce qui fait que le degré de prévisibilité de celle-ci soit relativement élevés. Les résultats montrent que, comparée à

⁵⁰ Wei (1997 b) "Why is corruption so much taxing than tax? Arbitrariness Kills", NBER WP n°6255.

⁵¹ Campos, Lien. Pardhan (1999) "the impact of corruption on investment : predictability matters" ,World Development,XXXVII(6).

plusieurs autres économies, celles de l'Asie de l'Est, croient plus vite malgré un niveau élevé de corruption, ce qui permet aux auteurs de classer les économies en trois catégories :

- Ceux avec un niveau élevé de corruption et un faible degré de prévisibilité de celle-ci ;
- Ceux avec un niveau élevé de corruption et un degré élevé de Prévisibilité.
- Ceux avec un niveau faible de corruption et un niveau élevé de prévisibilité. Selon les auteurs, les pays de l'Asie de l'Est font partie de la 2^{ème} catégorie.

Les pays développés font partie de la 3^{ème} catégorie. Pour que les pays de l'Asie de l'Est soient développés, il faut qu'elles réduisent leur niveau de corruption. Pour les économies sous développées, il faut qu'elles rendent le degré de prévisibilité de la corruption plus élevé (l'organisation de l'activité de recherche de rente), dans le but de stabiliser l'environnement institutionnel et encourager l'investissement et la croissance économique.

Tanzi et Davoodi (1997) présentent une analyse empirique étudiant l'effet de la corruption sur l'investissement⁵². En se référant à deux sources à savoir Business International (BI) et Political Risk Services (PRS), ils montrent que la grande corruption entraîne des distorsions dans les décisions relatives aux projets d'investissement publics. Les faits montrent qu'un niveau élevé de corruption peut être associé avec :

- Un niveau élevé d'investissement public.
- Un niveau faible de revenu gouvernemental.
- Un niveau faible de dépenses de fonctionnement et de maintenance.
- Une mauvaise qualité d'infrastructure.

Les faits montrent aussi que la corruption, accroît le niveau des dépenses publiques et réduit, par ailleurs, sa productivité. Ainsi, les auteurs présentent Cinq canaux à travers lesquels, la corruption peut affecter la qualité de l'investissement et par la suite le taux de croissance économique.

L'hypothèse de base des auteurs est que, la corruption, et en particulier la corruption politique est liée à des projets capitalistes qui prennent un aspect politique et dont la réalisation est confiée à des hommes politiques et des bureaucrates de haut niveau chercheurs de rente. ces acteurs cherchent donc à maximiser leur propre intérêt au détriment de l'intérêt général.

Les décideurs politiques focalisent alors ces projets d'investissement public et leurs consacrent de grands budgets. Les dépenses élevées pour des projets visibles comme les

⁵² Tanzi et Davoodi (1997) op cit.

routes, les aéroports, peuvent être au détriment d'autres types de projet nécessitant de faibles niveaux de dépenses publiques pour moins d'attractivité et de visibilité politique. Parce que les hommes politiques ont intérêt à faire montrer aux citoyens de grands projets visibles dans le but de rester au pouvoir. Ce qui explique la corrélation négative entre la corruption et l'investissement déjà trouvée dans plusieurs études.

III.2.3/ Corruption et Dépenses Publiques

La majorité des économistes pensent que, le volume et la nature des dépenses publiques réalisées par le gouvernement, influent sur la croissance économique (par exemple, un niveau élevé de scolarisation est associé avec une croissance Plus forte). Si, par ailleurs, la corruption peut affecter, aussi bien le volume que la composition des dépenses publiques, la croissance économique sera par conséquent réduite.

En effet, P. Mauro (1997)⁵³ montre que les dépenses publiques d'éducation exprimées en pourcentage de PIB sont fortement corrélées négativement avec la corruption (plus la corruption est élevée moins on dépense sur l'éducation).

L'auteur montre aussi que si l'indice de corruption d'un pays passe, par exemple de 6 à 8 (le pays amélioré son indice), les dépenses publiques d'éducation augmentent d'environ 0,5% du PIB. En outre Gupta et Davoodi (2000)⁵⁴ montrent, dans le même contexte, que les pays les plus corrompus dépensent moins sur l'éducation.

Ces constatations sont confirmées par Gupta et Davoodi (1998). En effet dans une étude empirique, les auteurs montrent qu'un niveau élevé de corruption peut augmenter l'inégalité des revenus et la pauvreté à travers ; la réduction de la croissance économique, la progressivité du système fiscal, le niveau et l'efficacité des dépenses publiques et la formation du capital humain⁵⁵.

De nouveaux, Gupta Davoodi et Tiongson (2000) montrent que la réduction de la corruption peut se traduire par des gains sociaux importants mesurés par une diminution du taux de mortalité des enfants, un faible pourcentage de décès des bébés et un faible taux de rupture scolaire⁵⁶.

⁵³ P. Mauro (1997) « Why worry about corruption », economics issues, vol 102.

⁵⁴ Gupta and H.Davoodi (2000) « corruption and the provision of health care and education services » IMF WP n°116.

⁵⁵ Gupta, Davoodi and M.Alonso-Terme (1998) “Does Corruption Affect Income inequality and Poverty ?” *International Monetary Fund Working Paper*, No.98/76, May

⁵⁶ Gupta Davoodi et Tiongson (2000) op cit.

En partant du fait que les services sociaux sont souvent caractérisés par une défaillance au niveau du marché, le fonctionnement libre du marché ne peut pas garantir une provision efficace des services sociaux. Pour corriger ces défaillances, l'Etat intervient par la provision, le financement et la régulation de ces services. Les auteurs montrent que la corruption peut affecter négativement les indicateurs de la santé publique et de dépenses publiques dans le domaine social.

En se basant sur l'étude effectuée par la Banque mondiale dans son rapport de développement dans le monde 1997, qui examine des indicateurs de la qualité institutionnelle et le degré de prévisibilité de la corruption ainsi que le degré de l'efficacité étatique dans la provision des services sociaux les auteurs ont observé une corrélation négative entre la corruption et la qualité des services sociaux.

En effet, les pays avec une faible corruption et une prévisibilité élevée de celle-ci, ont tendance à avoir une bonne qualité des services de la santé publique et une provision plus efficace de services sociaux.

Les pays avec une corruption faible et une bonne qualité santé publique ont tendance à avoir un niveau de mortalité des enfants plus faible de 59 enfants par 1000 (59 enfants / 1000) que dans les pays avec une corruption élevée et une mauvaise qualité de service publique⁵⁷.

Les pays avec une corruption faible et un niveau élevé de provision des services publics ont tendance à avoir un taux de rupture des études scolaire plus faible d'environ 26% que les pays qui ont un niveau élevé de corruption, et une mauvaise qualité de services publics. Ainsi, les auteurs concluent que La corruption peut :

- Augmenter le coût des services de l'éducation et de la santé publique.
- Réduire le volume de fourniture de services publics.
- Diminuer la qualité des services de la santé publique et de l'éducation.

⁵⁷ Rapport de Développement dans le Monde (1997) « State in a Changing World » *The World Bank*

IV/ Effets de la Corruption sur les Dépenses Publiques d'Education et de Santé : Approche Empirique.

IV.1/ Mesures de la Corruption

Du fait que la corruption est une variable clandestine, elle est difficilement quantifiable. C'est à dire que la transaction se réalise d'une façon secrète. Toutefois il existe des organisations Internationales qui s'intéressent au sujet de la corruption. Elles élaborent périodiquement des indices de perception de corruption à partir de plusieurs études effectuées par des agences spécialisées (experts) appartenant à ces organisations⁵⁸.

Aujourd'hui, les indices de perception de la corruption sont le moyen le plus satisfaisant d'évaluer ce phénomène. Ils indiquent simplement à quel point un pays est estimé être corrompu. Le degré de corruption existant dans une économie dépend, donc, de la subjectivité de l'observateur.

IV.1.1/ les indicateurs composites de perception de la corruption.

Les indicateurs de Transparency International (TI), de Political Risk Services Group (PRSG), ou de la Banque Mondiale sont construits à partir de résultats d'enquêtes ou de classements d'experts. Cependant, ces indicateurs diffèrent par les échantillons à partir desquels ils sont construits. Dans ce qui suit, on va essayer de présenter les différents indices de corruption fournis par ces organisations.

a./ L'indice «Corruption Control» de la Banque Mondiale :

L'indice «Corruption Control» de la Banque Mondiale est élaboré avec plus de sources que les autres indices de la TI ou de PRSG⁵⁹. L'indicateur de la Banque Mondiale d'une année est construit uniquement grâce à des données collectées pendant L'année en question. Alors que l'indice de TI utilise des données d'années antérieures. L'indicateur de la Banque Mondiale utilise les données mesurant aussi bien l'incidence de la corruption en

⁵⁸ La majorité de ces organisations Internationales ont un but lucratif sauf la Transparency International qui fournit tous les indices au public gratuitement sur Internet : [www. Transparency.org](http://www.Transparency.org).

⁵⁹La TI publie « Corruption Perception Index » et le PRSG publie « The International country Risk Guide ».

général, que de la petite corruption ou encore de la main mise sur l'Etat.

b./L'indice de perception de corruption de «Transparency International »:

L'indice de perception de la corruption de la TI classe les pays en fonction du degré de la corruption ressenti comme existant dans les administrations publiques et la classe politique. C'est un indice composite faisant appel à plusieurs études différentes réalisées par des organismes indépendants dans des milieux d'affaires et des analyses de risque-pays incluant des études auprès de la population (sous forme de sondages)⁶⁰.

La TI concentre son attention sur la corruption dans le secteur public, et définit la corruption comme «l'abus d'une fonction publique à des fins d'enrichissement personnels »⁶¹.

Les études reçues par la TI pour établir l'indice de perception de la corruption tendent à poser des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel, en mettant l'accent par exemple sur l'acceptation de pots-de-vin par des fonctionnaires dans les marchés publics.

L'indice de perception de la corruption classe les pays sur un score de 0 à 10 selon le degré de perception de la corruption existant dans chaque économie. Un score de 10 représente une économie totalement propre (c'est à dire que la corruption est totalement inexistante !), alors qu'un score de 0 indique que l'économie est totalement corrompue.

Enfin, le Corruption Perception Index (CPI) de TI est construit uniquement pour des pays pour lesquels des données issues d'au moins trois sources différentes sont disponibles. C'est pourquoi le CPI existe pour moins de pays que l'indicateur « corruption control » de la Banque Mondiale.

c./L'indice de politique risk services « The International country Risk Guide »:

⁶⁰ L'indice de la TI est généralement le plus utilisé par les chercheurs s'intéressant au phénomène de la corruption.

⁶¹ La majorité des organisations traitent de la corruption ainsi que d'autres problèmes liés au développement (les indices de la gouvernance d'une façon générale). Cependant la TI traite seulement le problème de la corruption.

Le groupe « Political Risk Service » (PRSG) est une compagnie de consultation qui se trouve à New York. Ce groupe publie un classement pour 135 pays selon leur niveau estimé du risque politique, économique et financier.

C'est une entreprise privée qui procure à ses clients une évaluation chiffrée des risques liés aux transactions internationales. Political Risk Services a construit un système de notation, appelé le International country risk guide (ICRG) de 24 aspects des risques politiques, financiers et économiques, la corruption représentant l'un d'entre eux.

L'ICRG est un indice composite qui mesure la qualité de la bureaucratie, le degré de généralisation de la corruption, le respect de l'application de la loi, le risque de dépossession d'un investissement privé et le risque de dénonciation de contrats par le gouvernement. Cet indice est compris entre 0 (plus corrompu) et 6 (moins corrompu).

IV.1.2./ Les données d'enquête, un exemple : The World Business Environment Survey 2000.

Nous avons choisi de présenter les résultats d'une enquête, la World Business Environment Survey, pour la richesse des informations qu'elle contient et les indicateurs agrégés de la Banque Mondiale et de Transparency International qui sont les indices les plus fréquemment utilisés dans la littérature économique à ce sujet.

La WBES consacre 10 questions à la corruption. Elle s'intéresse à toutes les variétés de la corruption et à leurs caractéristiques⁶². C'est une enquête qui a tenté d'évaluer et de comparer la qualité de l'environnement institutionnel, politique, fiscal et juridique de chaque pays, et son impact sur l'activité des entreprises.

⁶² Les différentes variétés de la corruption vont de la petite corruption, influence, corruption dans les contrats publics, jusqu'à la captation de l'Etat.

a./ La corruption :

La World Business Environment Survey 2000 (WBES) a été effectuée, par la Banque Mondiale, auprès de plus d'une dizaine de milliers de firmes entre la fin de l'année 1998 et le milieu de l'an 2000.

Près de la moitié des firmes interrogées déclarent que la corruption est un obstacle majeur ou modéré à leur activité. Ce taux atteint environ 70 % dans les pays d'Asie du Sud et les pays en développement d'Asie de l'Est. 2/3 des firmes de l'échantillon résidentes au Maghreb et au Moyen Orient estiment que la corruption est une contrainte importante. Cet avis est partagé par approximativement la moitié des firmes des économies en transition d'Europe de l'Est, et 17% des firmes des pays de l'OCDE (Duc et Lavallée, 2004).

L'enquête demande aux personnes interrogées s'il est commun pour les firmes de leur genre d'avoir à payer des paiements additionnels irréguliers pour que les choses soient faites. En Asie du Sud, 65% des firmes interrogées estiment que c'est toujours, généralement ou fréquemment le cas. En Afrique plus de la moitié des firmes font la même réponse, il en va de même pour un tiers des firmes en Europe Centrale et Orientale, et un quart des firmes en Amérique latine. Cette réponse peut être qualifiée de rare dans les pays de l'OCDE où seules 12% firmes interrogée ont formulé cette réponse (Duc et Lavallée, 2004).

b./ Le trafic d'influence.

La WBES s'intéresse aussi à la possibilité que les entreprises ont d'influencer les Lois, les réglementations et les politiques dans un Etat⁶³. La WBES vise toutes les formes d'influence: légale ou illégale.

The State Capture ou la captation de l'Etat désigne «la capacité des entreprises à infliger le processus politique dans le but de faire adopter des mesures et des lois favorisant leurs intérêts» (Rapport sur le développement dans le monde, 2002).

Grâce à cette enquête un indicateur de «State Capture» a pu être développé. Il mesure

⁶³ Ces entreprises sont souvent des Grandes firmes multinationales fortement capitalistique et disposant de pouvoirs politiques.

la capacité dont disposent les entreprises à modifier les lois pour réaliser leur intérêt. Un indicateur élevé témoigne d'un haut niveau de main mise sur l'Etat. Cet indice a été analysé et mesuré pour les pays en transition d'Europe de l'Est. Ainsi ce type de corruption semble t-il particulièrement fréquent en Moldavie, en Ukraine, en Azerbaïdjan et en Russie. En revanche, il apparaît plus rare en Hongrie, en Slovénie ou encore en Arménie (S.Hellman, G.Jones, et D.Kaufmann, 2000).

Bien qu'imprécis et imparfaits les indicateurs et les bases de données sur la corruption permettent d'isoler les pays connaissant des niveaux élevés de corruption.

Malgré la variété des études et sondages produits par les différents organismes rating de la corruption pendant des périodes différentes, il y a une forte corrélation entre les différents indices.

Ces données contribuent à une meilleure connaissance des causes et de conséquences de la corruption. L'existence d'indicateurs de corruption a permis de mettre en évidence les conséquences négatives de la corruption sur l'investissement domestique (Mauro, 1995), les investissements étrangers (Wei, 1997, 2000) mais aussi la croissance (Mauro, 1995) et le développement (Tanzi, et gupta, 2000).

IV.2/ Présentation des Variables

Dans le cadre de ce travail, on a utilisé deux types de variables à savoir des variables économiques et d'autres d'ordre institutionnels.

Pour dégager les conséquences de la corruption sur la qualité du système éducatif et de la santé publique, on a essayé de suivre les travaux de S.Gupta, H.Davoodi et E.Tiongson⁶⁴ qui ont examiné l'effet de la corruption sur la provision des services d'éducation et de la santé publique. Cependant il y a eu plusieurs études qui travailler sur le même sujet à savoir :

-P.Mauro (1997)⁶⁵ qui a étudié l'effet de la corruption sur la croissance, l'investissement et la composition des dépenses publiques.

⁶⁴ S.Gupta,H.Davoodi et E.Tiongson (2000) op cit.

⁶⁵P. Mauro (1997) « The Effects of Corruption on Growth, Investment and Public Expenditure: A cross-country Analysis”, in *Corruption and the Global Economy*: Institute for Urban Economics (Washington).

-A. S.Rajkumar et V.Swaroop⁶⁶ qui ont étudié l'effet de la qualité de la gouvernance sur les résultats des dépenses publiques.

IV.2.1/Les variables économiques

Cette série de variables mesurant le niveau de l'éducation et de la santé publique est tirée en partie de la base de données de la Banque Mondiale (the world development indicators 2001) et en partie de la base de données de Barro et Lee (2000).

- TME : le taux de mortalité des enfants (total).
- TME-5 : le taux de mortalité des enfants âgés de mois 5 ans.
- TNA : le taux de natalité attendue par les médecins.
- V : le taux de bébés vaccinés (moins de 12 mois).
- TNAB : le taux de natalité attendue des bébés.
- TSP : taux de scolarisation primaire(total de la population).
- TSPF : taux de scolarisation primaire des femmes.
- TSPM : taux de scolarisation primaire des hommes.
- PG5T : taux d'échec à l'école primaire.
- TI : taux des inalphabètes.
- PIB/tête : le produit intérieur brut par tête .
- TNEF : le nombre d'années d'étude moyen chez les femmes âgées de plus que quinze ans .
- TNE : le nombre d'années d'étude moyen de la population âgé de plus que quinze ans.
- DSP/tête : les dépenses de la santé par tête .
- AD : age de dépendance (dépend de la population active).
- TU : taux d'urbanisation .
- Pr /EP : le nombre des enseignants rapportés au nombre des élèves à l'école primaire.
- PS(% PIB) :les dépenses de la santé publique exprimée en terme du PIB.
- DPE(UNESCO) : dépenses publiques de la santé de l'UNESCO.

⁶⁶ Rajkumar ET V.Swaroop (2002) « Public Spending and Outcome : Does Governance Matters ? », *Public Policy Institute*, Georgetown University.

IV.2.2/ Les variables institutionnelles

-TI : l'indice de perception de la corruption de Transparency International (moyenne de la période 1995-2001).

-CICRG : indice de perception de la corruption de Political Risk Service (moyenne de la période 82-97).

IV.3/ Estimation et Interprétation

Dans le tableau n°1 on a régressé les différents indicateurs des services de l'éducation et de la santé publique sur une constante et l'indice de corruption de TI. Les résultats montrent que les indicateurs des services de l'éducation et de la santé sont positivement et significativement corrélés avec un faible niveau de corruption. en effet on remarque d'après les résultats de régression que le taux de natalité attendue(TNA), les dépenses de la santé par tête(DS/t) et la part des dépenses de la santé publique dans le produit intérieur brut (DS(%PIB) sont corrélées positivement corrélées avec un faible degré de corruption.. Alors que le taux de mortalité des enfants et des petits enfants moins de 5 ans sont négativement corrélés avec le niveau de la corruption.

C'est a dire que les pays caractérisés par un faible niveau de corruption bénéficient d'une bonne qualité des services sociaux telque l'éducation et la santé publique.

Ces résultats confirment l'effet distortionnaire de la corruption sur le rôle redistributif de l'Etat. Ainsi pour que les pays pauvres puissent améliorer la qualité de leurs services d'éducation et de la santé , il faut qu'ils réduisent leurs niveaux de corruption.

Tableau n°1 :régressions de base : Analyse en coupe transversale.

Variables	R ²	Constante	TI
dépendantes :			
Indicateurs de la santé			
publique			
TNA	0.55	26.29 (5.31)	13.46 (9.57)
DS/t	0.64	55.6 (6.04)	18 (2.32)
DS(%PIB)	0.06	3.08 (12.54)	0.04 (2.29)
TME	0.07	49.8 (10.55)	-0.99 (-2.49)
TME(-5)	0,053	66 (8.7)	-1.39 (-2.17)
V	0.41	48 (9.2)	7.46 (7.5)
Indicateurs de			
l'éducation			
TSPnet	0.42	48.28 (12.16)	7.46(7.5)
TSPF	0.26	59.6 (11.08)	6.8 (5.04)
TSPM	0.18	69.33 (14.3)	4.86(3.9)
PYR	0.52	0.51 (1.49)	0.84 (9.31)
PYRF	0.53	-0.04 (-0.14)	0.9 (9.34)
TIA	0.26	51.6 (9.53)	-6.49 (-4.8)
LP	0.21	0.51 (0.58)	0.86 (9.23)
LPF	0.51	0.38(1.58)	0.87(9.07)
PG5T	0.22	59.8 (10.5)	6.12 (4.12)
PG5F	0.23	59.3 (11.2)	6.21 (4.46)
DPE(UNESCO)	0.39	1.65 (4.11)	0.75 (7.25)
Pr/EP	0.3	46.14 (14.2)	-5.05 (-5.96)

Le tableau n°2 montre que lorsque on introduit le produit intérieur brut (le PIBest pris comme une variable de contrôle car le revenu par tête est considéré comme un déterminant important du niveau de la corruption), l'indice de corruption demeure significatif pour le taux de natalité attendue (TNA) et la part des dépenses de la santé dans le produit intérieur brut DS(%PIB).

Le tableau montre aussi que la majorité des indices de l'éducation a savoir le nombre d'années d'études moyen(total de la population), le nombre d'années d'études moyen des femmes et la part des dépenses publiques d'éducation dans le produit intérieur brut sont positivement et significativement corrélés avec un faible niveau de corruption.

Tableau n°2 :interaction entre la corruption et les indicateurs de services sociaux

Variables	R ²	Constante	PIB/t	TI
dépendantes :				
Indicateurs de la santé publique				
TNA	0.65	39.9 (8.33)	0.0015 (2.79)	2.76 (2.91)
DS/t	0.89	-87.84 (-0.93)	0.1 (14.02)	-19.1 (-0.52)
DS(%PIB)	0.68	0.2 (0.42)	0.00011 (3.34)	0.65 (3.92)
TME	0.55	75.9 (16.9)	-0.003 (-9.3)	-0.176 (-0.61)
TME(-5)	0.44	105.7 (5.88)	-0.006 (-4.28)	-0.44 (-0.063)
Indicateurs de l'éducation				
TSPnet	0.24	75.7 (26.68)	0.001 (4.63)	-0.03 (-0.018)
TSPF	0.3	64.8 (10.22)	0.0008 (1.77)	3.39 (1.38)
TSPM	0.23	73.7 (13.05)	0.0008 (1.82)	1.73 (0.79)
PYR	0.56	1.42 (3.45)	0.0001 (3.36)	0.36 (2.27)
PYRF	0.58	0.97 (2.27)	0.0001 (3.65)	0.37 (2.19)
TIA	0.35	45.15 (7.71)	-0.002 (-2.84)	-2.07 (-1.02)
LP	0.56	1.2 (2.7)	0.0001 (3.48)	0.37 (2.15)
LPF	0.55	1.34 (3.04)	0.0001 (3.38)	0.36 (2.13)
PG5T	0.32	0.69 (10.44)	0.001 (2.86)	0.34 (0.13)
PG5F	0.321	69.3 (10.44)	0.001 (2.86)	0.34 (0.13)
DPE(UNESCO)	0.34	1.44 (2.86)	-3.78 (-0.95)	0.9 (4.59)
Pr/EP	0.54	34.6 (10.41)	-0.001 (-6.36)	1.7 (1.35)

Le tableau n°3 montre que le taux de mortalité des petits enfants est positivement corrélé avec un niveau élevé de corruption (toute fois cette corrélation n'est pas significative). le tableau montre aussi que le taux de mortalité des petits enfants diminue avec l'amélioration du produit intérieur brut, le nombre d'années d'études moyen, la part des dépenses publique de la santé publique et le taux d'urbanisation.

TABLEAU N° 3 :corrélation entre la corruption et le taux de mortalité des petits enfants

	Variable dépendante : Le taux de mortalité des petits enfants				
Variables explicatives	R ₁	R ₂	R ₃	R ₄	R ₅
Constante	150.8 (9.6)	105.55 (5.8)	106.3 (5.77)	241. 1(10.3)	257.1 (11.4)
CORRUPTION(TI)	-0.39 (-0.57)	-0.1 7(-0.32)	-0.17 (-0.33)	-0.27 (-0.68)	-0.36 (-0.96)
CORRUPTION (ICRG)	-2.5 (-5.86)	-0.17 (-0.025)	-0.23 (-0.3)	-10.34 (-1.65)	-9.5 (-1.6)
PIB/t		-0.006 (-4.22)	-0.005 (-3.75)	-0.003 (-3.003)	-0.0016 (-1.21)
Dépenses de la santé publique			-0.99 (-0.2)	-4.5 (-1.55)	-5.75 (-1.51)
Nombre d'années d'étude moyen				-2.07 (-7.65)	-1.8 (-6.5)
Taux d'urbanisation					-0.82 (-2.68)
R ²	0.34	0.45	0.44	0.7	0.73

Tableau n°4 :corrélation entre la corruption et le taux de scolarisation primaire

		Variable dépendante : Le taux de scolarisation primaire			
Variable explicatives	R ₁	R ₂	R ₃	R ₄	R ₅
Constante	64.45 (12.8)	69.6 (11.9)	69.8 (11.7)	66 (10.53)	50 (6.77)
CORRUPTION(TI)	-0.012 (-0.02)	-0.04 (-0.25)	-0.046 (-0.27)	-0.07 (-0.44)	-0.01 (-0.11)
CORRUPTION (ICRG)	5.9 (4.45)	2.4 (1.06)	3.45 (1.35)	1.67 (0.61)	1.59 (0.62)
PIB/t		0.009 (1.97)	0.009 (2.08)	0.001 (2.17)	0.0002 (0.31)
Dépenses de la santé publique			-1.43 (-0.98)	-1.9 (-1.28)	-1.2 (-0.77)
Nombre d'années d'étude moyen				2.6 (1.98)	2.21 (1.64)
Taux d'urbanisation					0.37 (3.18)
R ²	0.45	0.58	0.29	0.32	0.41

Le tableau n°4 montre que le taux de scolarisation primaire est négativement corrélé avec le degré de corruption (l'indice de TI n'est pas, toute fois significatif). d'après le tableau, on remarque que le taux de scolarisation primaire s'améliore avec le niveau du produit intérieur brut, le nombre d'années d'études moyen et le taux d'urbanisation. Par ailleurs le taux de scolarisation primaire dépend négativement de la part des dépenses publiques de la santé.

Les résultats montrent que la corruption peut exercer un effet néfaste sur la provision publique des services sociaux. Cet effet peut notamment s'exercer sur les services d'éducation et de la santé publique. Ainsi, les dépenses publiques d'éducation et de la santé exprimées en pourcentage de PIB sont corrélées négativement avec la corruption. c'est à dire que plus la corruption est élevée, moins on dépense sur l'éducation et la santé. La faiblesse de la part des dépenses publique d'éducation et de la santé génère un faible taux de scolarisation primaire et un taux élevé de mortalité infantile. On peut constater donc qu'une réduction de la corruption peut se traduire par des gains sociaux importants mesurés par une diminution du taux de mortalité des enfants et une amélioration du taux de scolarisation primaire.

Conclusion

Dans le cadre de ce travail ; nous avons essayé d'étudier les effets de la corruption sur la provision des services publics d'éducation et de la santé. En partant du fait que les services sociaux sont souvent caractérisés par des défaillances au niveau du marché, et que pour corriger ces défaillances, l'Etat intervient par la provision, le financement et la régulation de ces services, on a pu constater que la corruption du secteur public peut affecter négativement le niveau d'éducation et la qualité de la santé publique, mesurée par le taux de scolarisation primaire et le taux de mortalité des petits enfants.

La corruption détériore donc, la qualité des services offerts et gérés par les administrations publiques. Pour analyser le problème de la corruption dans les dépenses publiques , on a distinguer entre la corruption politique, ou de haut niveau, et la corruption administrative, ou bureaucratique.

La corruption politique se traduit par la manipulation des décisions politiques (lors de la préparation du budget de l'Etat) alors que le comportement corrompu qui se manifeste lors de l'exécution de ce budget reflète une corruption bureaucratique.

La corruption politique affecte l'allocation des ressources publiques parce qu'elle détourne les objectifs des ressources publiques . alors que la corruption bureaucratique affecte la redistribution de ces ressources (la manière avec laquelle on gère le budget de l'Etat).

La défaillance des établissements publics et les restrictions du marché génèrent le problème de la corruption qui influe à son tour sur les différentes institutions de l'économie. Pour bien comprendre l'effet de la corruption sur le bien-être public , il faut donc endogénéiser le phénomène de la corruption dans le secteur public.

Quelsque soient leurs régimes politiques, les économies sous développées possèdent tous une fragilité vis-à-vis de la corruption supérieure à celle des pays développés car les défaillances de l'Etat et du marché y sont supérieures et qu'elles déterminent de violentes distorsions.

La corruption existe depuis très longtemps et existera tant que les gouvernements n'auront pas trouvé de moyens efficaces pour la combattre. Bien que le problème de la corruption se pose dans beaucoup de pays et en particulier dans les pays sous développés, il n'est ni inévitable ni insurmontable. mais c'est un problème pour lequel il n'existe aucune solution radicale.

La corruption constitue essentiellement un problème de gouvernance. Une responsabilité gouvernementale accrue et transparente, une participation publique approfondie dans les prises de décisions, un secteur public et des institutions de société civile renforcées, et une plus grande rigueur dans l'application des règlements existants, auront l'effet d'améliorer la qualité de la gouvernance et aideront à lutter contre la corruption. En fin de compte, une compétition libre et ouverte constitue le seul moyen pour combattre les pratiques de corruption, qu'elles soient d'ordre politiques, économiques ou bureaucratiques. La résolution du problème de la corruption renvoie donc à relever le défi de la démocratie.

La lutte contre la corruption exige une volonté politique, un engagement aussi bien des gouvernements que des citoyens, et un effort persistant.

Bibliographie

George T.Abed and Hamid R. Davoodi “ corruption , Structural Reforms , and Economic Performance in the Transition” *International Monetary Fund Working Paper* (July 2000) .

D. Acemoglu and T. Verdier “ The choice Between Market Failures and Corruption” *The American Economic Review*, XC (2000) .

A. Ades R . DI Tella “Rents , Competition , and Corruption” *The American Economic Review*, LXXXIX (1999).

A. Aesina. and B.Weder “Do corrupt Governments Receive Less Foreign Aid ?” *NBER WP. n°7108* (www.nber.org/papers/w7108) 1999.

Jens Chr. Andvig and Odd-Helge Fjeldstad “research on Corruption A policy oriented survey” www.Transparency.org. (December 2000).

James E. Anderson and Douglas Marcouiller “Trade, Insecurity, and Home Bias: 1994 Empirical Investigation” *NBER Working Paper n°7000*(www.nber.org/papers/w7000).

José Ansonn, Olivier Cadot and Marcelo Olarreaga “Tariff Evasion And Customs Corruption Does Pre-shipment Inspection Help ? “ *Policy Research Working Paper n° 3156 The World Bank* (October 2003).

Mehmet Bac “ Corruption, Connections and Transparency: Does a better screen imply a better scene ? “ *Public Choice*, Vol 107 (2001).

Paranab Bardhan “ Corruption, and Development : a Review of Issues”, *journal of Economic literature*, Vol.XXXV (September 1997), pp.1320-1346.

Besly, T. and J. McLaren “Taxes and Bribery: The Role of Wage Incentives” *The Economic Journal*, CIII (1993).

Sheetal K. Chand and Karl O. Moene“(controlling Fiscal Corruption)” *International Monetary Fund WP/97/100* 5August (1997).

George R.G.Clarke and Lixin Colin Xu “Ownership, Competition, and Corruption: Bribe Takers Versus Bribe Payers “ *Working Paper series n° 2783? The World Bank* (2002).

S. Djankov, R.La Porta, F. Lopez- de – Slanes and A. Shleifer “The Regulation of Entry” *NBER Working Paper n°7892*.

Richard G. Duley “ the Rotten Mango: The Effect of Corruption on International Development Projects” www.Transparency.org (2001).

Gunnar S. Eskeland and Henrik Thiele “ Corruption under Moral Hazard” *Policy Research Working Paper n° 2204, The World Bank* (1999).

Silvia Fedeli & Francesco Forte “Public co-financing of sector’s investments Subsidiarity and corruption” *Public Choice* 2003.

Raymond Fisman et Roberta Gatti “Decentralization and corruption : Evidence from U.S. federal transfer programs” *Public Choice*, Vol.113 (2002).

Roberta Gatti, Stefano Paternostro and Jamele Rigolini “Individual Attitudes toward Corruption, Do Social Effects Matter ?” *Policy Research Working Paper* n°3122 (August 2003) .

Sanjeev Gupta, Hamid Davoodi, and Erwin Tiongson, “Corruption and the Provision of Health Care and Education Services” *International Monetary Fund WP* n°116 (2000) .

Nadeem UI Haque and Rataana Sahay “Do Government Wage Cuts Close Budget Deficits ? Costs of Corruption “*IMF Staff Papers*, Vol.43, n°4 (December 1996).

Irene Hors “Rent-seeking Behaviour and Public Corruption “, *Economist* , OECD *Development Center* (1998) .

Simon Johnson, Daniel Kaufmann and Pablo Zoido-Lobation “Corruption, Public Finances and the Unofficial Economy”, *The World Bank Working Paper* n°2691 (January1998).

Simon Johnson, Daniel Kaufmann, John McMillan and Christopher Woodruff “Why Do Firms Hide? Bribes and Unofficial Activity after Communism” MIT, Cambridge, MA 5June1999) .

Daniel Kaufmann and Shang-Jin Wei “Does Grease Money Speed Up the Wheels of Commerce?” *IMF Working Paper* /00/64 (March2000).

Daniel Kaufmann and Aart Kraay “Growth without Governance: Updated Indicators, New Results-A brief synthesis” *World Bank* (July 2002).

Philip Keefer and Stephen Knack “Why don’t Poor Countries catch up.? A Cross-National Test of an Institutional Explanation” *Economic Inquiry*. Vol.XXXV (July1997).

Philip Keefer and Stephen Knack “Boondoggles and expropriation: Rent-seeking and policy distortion when property rights are insecure” *World Bank WP* n°2910.

R.Klitgaard “Controlling corruption” Berkeley: *University of California Press*(1988).

Marianna A.Klochko et Peter C.Ordeshook “Corruption, cooperation and endogenous time discount rates” *Public Choice* 115: 259-283 (2003).

Jean-Jacques Laffont and Tchétché N’Guessan “Competition and corruption in an agency relationship “ *Journal of Development Economics*. Vol.60/271-295 (1999).

Johann Graf Lambsdorff “Corruption and Rent-seeking” *Public Choice* 113:97-125 (2002).

JohannGraf Lambsdorff “Corruption in Empirical Research-A Review” *Transparency international Working Paper* (November 1999).

Johann Graf Lambsdorff “ How corruption in Government Affects Public Welfare – A Review of Theories” *Center for Globalisation and Europeannization of the Economy* (2001).

Carlos Leite a Jens Weidmann “ Does Mother Narture Corrupt ? Nature Resources , corruption , and Economic Growth” *IMF WP/ 99/85*(July 1999).

F.T.Lui and Isac Ehrlich “ Bureaucratic Corruption and Endogenous Economic Growth” *Journal of Political Economy* (1999) .

Xavier Sala – I – Martin & Arvind Subramanian “ Addressing the Natural Resources Curve : An Illustration from Nigeria” *NBER Working Paper* 9804(June2003) .

Paolo Mauro “ Corruption and Growth” *Quarterly Journal of Economics* (1995) .

Paolo Mauro “ Corruption and the composition of government expenditure”, *Journal of Public Economics* , LXIX (1998).

Paolo Mauro “the Effect of Corruption on Growth, Investment and Government Expenditure: A Cross- country Analysis”, *corruption in the global economy*, (institute for international economics), (1997).

Era Dabla- Norris “A Game-Theoretic Analysis of Corruption in Bureaucracies” *IMF WP/01/01/15* (February 2001).

Martin Paldam “Corruption and Religion Adding to the economic Model” *KYKLOS*, vol . 54- 2001.

Torsten Persson “Do Political Institutions Shape Economic Policy? “ *NBER Working Paper* 8214 (April 2001).

Torsten Persson, Guido Tabellini and Francesco Trebbi “Electoral Rules and Corruption “ *NBER Working Paper* 8154 (March 2001).

Andrew Sunil Rajkumar& Vinaya Swaroop “ Public Spending and Outcomes : Does Governance Matters ?” *Public Policy Institute , Georgetown University, World Bank* (May2002) .

Caroline Rijckeghem and Betrice Weder “ corruption and the Rate of Temptation : Do Low Wages in the Civil Service Cause Corruption?” *IMF WP /97/73*(June 1997).

Rose.Ackerman “ Corruption and government: causes, consequences and reform” *Cambridge university press*.

Sanyal.A, Gang.I and Goswami.O “ Corruption, tax evasion and the laffer curve” *Public choice* vol 103 (2000).

Shleifer.A and Vishny.R “Corruption” the *Quarterly journal of economics* (1993).

Swamy.A,Knack.S and Lee.Y “Gender and corruption” journal of development economics” vol 64 (2001).

Tanzi.V “Corruption in the public finances” www.iacc.org .(1999).

Tanzi.V “corruption government activity and markets” Cambridge university press.

Tanzi.V “corruption around the world: Causes, consequences,scope and cures” IMF Staff paper vol 45 (1998).

Tanzi.V and Davoodi .H “Corruption public investment and growth” IMF WP/97/139.

Tanzi.V and Davoodi.H“ How corruption in public investment hurts growth” the economic issues series (1998).

Torvik.R “ Natural resources, rent-seeking and welfare” journal of development economics vol 67 (2002).

Ventelou.B “Corruption in a model of growth: Political reputation, competition and shocks” public choice (2002).

Wei.S “negative alchemy, corruption composition of flow and currency crises” NBER WP 8187 (2001).

Wei.S “ How taxing is corruption on international investors?” NBER WP 6030 (1997).

World Bank “State in the changing world” dans le rapport de development dans le monde (1997)